

L'œuvre

Pourquoi l'Histoire politique de la France est-elle aussi heurtée, avec des passages brusques d'un état à un autre ? Comment sortir d'un certain piétinement où nous sommes depuis plusieurs années ? Pourrons-nous le faire par un dépassement dont la signification aurait un sens hors de nos frontières ?

Dans toutes les sociétés occidentales, la façon dont se combinent les notions d'intérêts individuels et de valeurs universelles, pour tempérer les passions et réguler les relations entre les hommes, est à la base de la modernité. Pour sa part, la France essaie de trouver un juste milieu permanent entre la vision pragmatique et un peu désidéologisée de l'individualisme, et la vision collective des valeurs universelles.

Tocqueville dit que la France est un pays périodiquement saisi par la tentation révolutionnaire. L'Histoire en témoigne, mais ce n'est pas l'unique figure de la dynamique politique française. Si l'on analyse les dynamiques qui se jouent entre l'axe du pragmatisme et des intérêts individuels, et celui des valeurs

LA NOUVELLE ORIGINE

universelles, on identifie quatre figures politiques, qui se succèdent tout au long de l'histoire de la France : révolution, réaction, cohabitation et modernisation.

Révolution. On voit la tentation révolutionnaire s'exprimer lorsque tous les espoirs, tous les cœurs se portent vers les valeurs universelles. On recherche une société qui ait du sens, qui permette de construire ensemble quelque chose.

Puis il y a des périodes de réaction. Lorsque François Guizot déclare : « Enrichissez-vous par le travail et par l'épargne », il projette une vision individualiste des choses. Les progrès de la société viendront des démarches individuelles de chacun, travailleurs ou capitalistes. C'est une vision qui n'est guère éloignée de ce que pensent de façon assez stable les Anglo-saxons.

Il y a des moments, nombreux, où la France, faute de mieux, ne veut pas mettre tous ses œufs dans le même panier. C'est ce que l'on a connu depuis vingt ans sous le nom de cohabitation. Ce qui est jugé par les Français comme le plus raisonnable, c'est de trouver un équilibre entre des conceptions différentes de la politique : conceptions individualistes, pragmatiques et d'efficience, d'une part, et conceptions collectives, universalistes, de valeurs et de morale, d'autre part. Les pondérations électorales permettent d'organiser un cogouvernement de forces politiques antagonistes. Dans ces moments de cohabitation, tout se passe finalement comme si la France n'avait confiance en personne et que, pour pouvoir préparer

L'AUTHENTICITÉ

l'avenir, il valait mieux combiner les uns et les autres avec leurs défauts et leurs qualités. La cohabitation n'est pas une sorte de maladie qui se serait imposée aux Français. C'est un choix politique qui, fondamentalement, signale ce à quoi les citoyens aspirent.

La quatrième figure est celle de la modernisation : un même homme ou un même parti parvient à tenir simultanément les rênes de l'efficacité et de l'appel à la liberté individuelle et à l'engagement personnel d'un côté, et de l'autre ceux des dimensions de valeurs collectives et de solidarité. Dans ces moments, qui sont très rares, la France s'engage dans d'importants chantiers de transformation.

S'il faut une conjonction de faits particuliers pour qu'une personnalité émerge, la figure de la modernisation joue toujours un rôle central dans le rapport affectif de la France au politique : c'est le moment où les forces se conjuguent et trouvent un équilibre entre individu et universalité.

Pierre Mendès France est une des personnalités qui a le mieux incarné cette figure politique. C'est lui qui a amorcé l'abandon de l'empire colonial français au nom du développement économique. François Fourquet¹, dans son analyse du discours d'investiture de Pierre Mendès France comme président du Conseil, le 18 juin 1954, montre que ce texte est « le premier discours de comptabilité nationale », où

1. François Fourquet, *Les Comptes de la puissance, histoire de la comptabilité nationale et du Plan*, Éditions Recherches, 1980.

LA NOUVELLE ORIGINE

la logique des choix¹ permet une traduction immédiate des contraintes et des degrés de liberté en choix alternatifs. Un langage juste conduit à pouvoir prôner la révision des idées, le modernisme, les libertés, tout en ayant l'ambition de construire un avenir collectif en France et de faire progresser les solidarités, via la Sécurité sociale, les politiques du logement, les politiques de grand équipement, etc.

Cette posture de la modernisation s'exprime tout autant à droite qu'à gauche, et à maints égards le général de Gaulle a lui aussi incarné la figure de la modernisation.

S'il y a aujourd'hui une tâche qui échoit à la politique, c'est de trouver ce passage vers une politique de modernisation qui aille au-delà de la posture caricaturale du « modernisme » trop souvent tenue. Il y a encore peu, les technocrates publics et privés jugeaient qu'en France tout allait bien sur la base de quelques arguments : les entreprises françaises se sont modernisées, les grandes entreprises fonctionnent selon des normes « modernes », les équipements et les infrastructures technologiques requis pour soutenir les développements économiques ont été profondément rénovés ; ne se posent plus que des problèmes résiduels qui sont des archaïsmes. Revenaient ainsi en leitmotiv quelques points noirs auxquels il fallait encore trouver une solution : les

1. Discours de Pierre Mendès France à l'Assemblée nationale, « Gouverner, c'est choisir, si difficiles que soient les choix », le 3 juin 1953.

L'AUTHENTICITÉ

dépenses publiques, les régimes spéciaux de retraite, l'inadaptation de l'Éducation nationale... Tout semblait se passer comme si les problèmes de la France se limitaient à quelques dossiers dont il fallait seulement déterminer l'ordre de traitement selon leur urgence. Pour tout le reste, la modernisation était acquise.

Lorsqu'on ne confond pas la « modernisation » avec le « modernisme », on peut clairement voir que c'est la notion de modernité elle-même qui est en pleine transformation. Si l'on se met à parler des « personnes » – parce qu'on ne sait plus bien ce que signifie « individus » –, si l'on en vient à parler de « cosmos », de « planétaire » pour reprendre autrement les questions de valeurs universelles – dont on ne sait plus bien non plus ce qu'elles recouvrent –, c'est bien que les lignes de la modernité se déplacent.

Dès lors, la voie de la modernisation est une voie difficile. C'est pourtant celle que la France doit trouver. Et si elle y parvient, cela ne restera pas sans impact sur la façon dont le monde se représentera les projets politiques des années à venir.

Une des tâches du discours politique devrait être de conjuguer une vision contemporaine de la modernisation – la reconstruction de l'équilibre entre l'individualisme et les valeurs de solidarité et d'universalité – et une vision élargie de la notion d'alliance.

De nombreux problèmes contemporains ne peuvent plus relever de la seule compétence des États, leur solution n'appelle plus seulement une coopéra-

LA NOUVELLE ORIGINE

tion des États avec de grandes entreprises et des ONG. Bien des questions actuelles pourraient bénéficier d'une telle approche et s'élargir dans la recherche de solutions aux artistes, aux chercheurs et aux penseurs.

Dans une France qui aurait fait un effort de conscience d'elle-même et de plus grande transparence, notamment au regard de sa diversité, l'enjeu, débattu depuis plusieurs années, de ce que pourrait être le cosmopolitique, trouverait une signification accrue et assez actuelle.

Dans une France qui aura inventé les débouchés de sa situation politique, les trois enjeux de la modernisation, des alliances et du cosmopolitique sauront trouver une signification plus large que celle du seul cadre français.